



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

GROUPE SPÉCIAL MÉDITERRANÉE ET MOYEN-ORIENT (GSM)

DÉVELOPPEMENT ET SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DU SAHEL

Projet de rapport

Ahmet Berat ÇONKAR (Turquie)
Rapporteur

042 GSM 20 F | Original : anglais | 10 avril 2020

Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est une organisation interparlementaire consultative qui est institutionnellement séparée de l'OTAN. Tant qu'il n'est pas adopté par les membres du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient, le présent document de travail représente seulement le point de vue du rapporteur. Il est basé sur des informations provenant de sources accessibles au public ou de réunions tenues dans le cadre de l'AP-OTAN - lesquelles sont toutes non classifiées.

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION.....	1
II.	DÉFIS STRATÉGIQUES.....	2
	A. SITUATION ÉCONOMIQUE DÉFAVORABLE ET MAUVAISE GOUVERNANCE.....	2
	B. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RARÉFACTION DES RESSOURCES	3
	C. DÉMOGRAPHIE ET CHÔMAGE DES JEUNES.....	4
	D. IMMIGRATION CLANDESTINE ET CRIMINALITÉ ORGANISÉE	4
	E. GROUPES EXTRÉMISTES VIOLENTS ET ACTEURS NON ÉTATIQUES ARMÉS.....	7
III.	RÉPONSES ET INITIATIVES	9
	A. INITIATIVES RÉGIONALES AFRICAINES	9
	1. Union africaine.....	9
	2. ECOWAS	10
	3. G5 Sahel	11
	B. INITIATIVES NON AFRICAINES	12
	1. MINUSMA	12
	2. Missions et opérations de l'Union européenne.....	12
	2.1. Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique (EUTF) – Sahel et lac Tchad	13
	2.2. Missions relevant de la PSDC et Cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR).....	13
	3. Alliance Sahel.....	14
	4. États-Unis.....	14
	5. France	15
IV.	CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 POUR LA RÉGION DU SAHEL.....	17
	A. CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DANS LES DOMAINES DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI.....	17
	B. CONSÉQUENCES POLITIQUES.....	17
	C. CONSÉQUENCES SOCIALES ET SANITAIRES	18
	D. RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS INTERNES	19
V.	PROBLÈMES SOCIAUX ET RÉACTIONS INTERNATIONALES À LA CRISE DE LA COVID-19 AU SAHEL.....	19
VI.	CONCLUSIONS.....	20
	BIBLIOGRAPHIE	23

I. INTRODUCTION

1. En dépit des efforts considérables consacrés à la stabilisation du Sahel, qui s'étend de la Mauritanie au Soudan et compte 150 millions d'habitants, la sécurité va en se détériorant. L'insécurité s'aggrave, se propage, facilitée par la porosité des frontières et celle-ci a des conséquences dramatiques pour les populations. Les conflits appauvrissent encore une région marquée par une pauvreté endémique, les inégalités et l'exclusion sociale et politique. Il s'ensuit une augmentation du nombre de personnes qui, fuyant la violence, se déplacent à l'intérieur de leur pays ou franchissent les frontières pour se réfugier dans les pays voisins, ou encore poursuivent leur route en direction de l'Afrique du Nord ou de l'Europe. Le Sahel est devenu un centre de transit pour l'immigration clandestine, créant ainsi de sérieuses difficultés pour les autorités et les populations locales tout autant que pour les pays limitrophes et européens.

2. Le présent projet de rapport traite avant tout du Sahel central, zone où les problèmes de sécurité que connaît cette vaste région se font les plus pressants. Le Mali, le Niger et le Burkina Faso – et, singulièrement, les territoires bordant les frontières communes de ces trois pays, connus sous le nom de Triangle du Liptako-Gourma – sont particulièrement exposés. D'intenses mouvements militaires s'y déroulent et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), entité autoproclamée, ainsi que d'autres groupes armés non étatiques y ont accru leur présence et multiplié actions et attentats.

3. Par leur évolution et leur constante escalade, ces conflits touchent désormais les pays voisins. Au Sahel, les problèmes de sécurité et les flux migratoires qu'ils entraînent ont aussi de graves répercussions politiques, sociales et économiques en Afrique du Nord et en Europe. De fait, l'immigration est devenue une question récurrente dans les campagnes électorales dans les pays européens et alimente les programmes des partis et mouvements populistes anti-immigration dans toute l'Union européenne. Elle exerce une formidable pression sur les gouvernements et les institutions des pays européens et a forcé plusieurs de ces derniers à modifier leurs politiques en la matière. La sécurité au Sahel est donc prise très au sérieux par les membres de l'OTAN et l'aggravation de la situation a donné lieu à une multitude d'initiatives diplomatiques et sécuritaires destinées à stabiliser la région.

4. Toutefois, la situation est extraordinairement complexe et les défis à relever présentent de multiples facettes. Un ensemble de facteurs liés entre eux – vestiges du passé colonial, instabilité économique et pauvreté extrême, conditions météorologiques sans précédent, changement climatique, démographie galopante, chômage des jeunes, gouvernance fragile et menaces terroristes – forme ce que l'on pourrait décrire comme une « tempête parfaite » où l'insécurité et la pauvreté se renforcent mutuellement. Le Sahel est effectivement pris dans un cercle vicieux qui n'a fait qu'empirer ces dernières années.

5. Le Sahel a connu un bouleversement majeur en 2012 lorsque le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), un groupe séparatiste essentiellement composé de touaregs et dont l'origine remonte au retour de Libye de plusieurs milliers de combattants, a occupé presque entièrement le nord du Mali et a fait de Gao la capitale d'un État autoproclamé. En réponse aux violences commises par les milices touaregs et leurs alliés, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique occidentale (MUDAO), affilié à al-Qaïda, a fait son apparition et annoncé son intention de protéger les intérêts des diverses communautés présentes dans la région. En s'identifiant aux communautés vulnérables au nom du prétendu salafisme armé, le MUDAO exploitait intelligemment les aspirations et les inquiétudes de la population locale. Mais il a aussi obtenu le soutien de

puissants trafiquants opérant dans cette zone et recruté un nombre considérable de combattants du centre et du nord du Mali et du Niger, dont les milices d'autodéfense de la communauté peule. Il a expulsé les hommes du MNLA de Gao en juillet 2012, préparant ainsi le terrain en vue d'étendre son influence le long de la ceinture malienne du Sahel central. Seule l'opération française Serval, lancée en janvier 2013, a permis de bloquer ces organisations terroristes dans leur marche sur Bamako.

6. Cependant, la situation à l'échelle de la région tout entière demeure extrêmement précaire et s'est détériorée à de nombreux égards. L'insécurité qui régnait au Mali se propage maintenant dans les pays limitrophes. Plusieurs mouvements armés liés à al-Qaïda ou Daech opèrent désormais dans tout le Sahel central, ce qui n'a fait qu'accroître les risques de violences interethniques. Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, des attentats ont visé les forces de sécurité, mais également des ONG, des entités du secteur privé et des civils. La multiplication des actions terroristes et des affrontements intercommunautaires et la montée du banditisme de grand chemin donnent à penser que les États de la région commencent à perdre le contrôle de la sécurité. L'insécurité ainsi engendrée aggrave les conditions d'existence d'une population vulnérable que la pauvreté extrême, une évolution démographique non maîtrisée et l'accumulation des risques climatiques avaient déjà marginalisée. L'arc de l'instabilité s'est donc élargi et englobe dorénavant les pays ouest-africains riverains du golfe de Guinée.

7. Les attentats prenant pour cibles la population civile, les forces armées, les étrangers et les employés des compagnies minières sont devenus monnaie courante. Entre novembre 2018 et mars 2019, le nombre des victimes civiles a augmenté de 7 000 % au Burkina Faso, de 500 % au Niger et de 300 % au Mali. La région compte un demi-million de déplacés internes ; 1,8 million de personnes sont confrontées à l'insécurité alimentaire et 5,1 millions d'habitants ont besoin d'une assistance humanitaire (ACLED, 2019).

8. Une foule d'initiatives ont été lancées dans le but de stabiliser la situation. Certaines ont trait à la dimension militaire de la lutte contre l'extrémisme violent, tandis que d'autres se concentrent sur les rapports entre sécurité et développement. L'Union européenne, soutenue par ceux de ses États membres plus spécialement concernés, alloue d'importantes ressources aux pays de la région pour aider ceux-ci à lutter contre l'immigration clandestine. Les politiques qu'elle applique se fondent sur la notion selon laquelle les conflits au Sahel trouvent leur origine – en partie du moins – dans de graves difficultés sur le plan socio-économique ou sur celui du développement, difficultés qui doivent être traitées systématiquement pour prémunir la région contre la persistance de la violence et de l'anarchie.

II. DÉFIS STRATÉGIQUES

A. SITUATION ÉCONOMIQUE DÉFAVORABLE ET MAUVAISE GOUVERNANCE

9. Les pays du Sahel sont foncièrement fragiles et se retrouvent systématiquement au bas des classements internationaux de la stabilité et du développement (Fonds pour la paix, 2018). Quarante pour cent de leur population vivent en deçà du seuil de pauvreté et le niveau de développement de la région est l'un des plus bas du monde. Ces pays sont également parmi ceux qui affichent les taux de chômage les plus élevés dans l'agriculture, avec à leur tête le Tchad (87 %). Au chapitre de l'emploi, le secteur informel se taille la part du lion, puisqu'il s'adjudge plus de 90 % de la main d'œuvre. Au Niger, 80 % des travailleurs de l'industrie minière appartiennent eux aussi au secteur informel. La plus grande partie de la population active est employée dans le secteur primaire,

de sorte qu'une réglementation sur l'amélioration des sols, les ressources hydriques et l'exploitation du sous-sol revêt une importance cruciale pour faire baisser le chômage et atténuer les tensions sociales et politiques.

10. Les habitants de zones éloignées et marginalisées comme le Triangle de Liptako-Gourma souffrent d'inégalités socio-économiques notoirement pénibles qui attisent un sentiment d'insatisfaction omniprésent. Des dizaines de millions d'éleveurs pastoraux et de nomades sahéliens sont particulièrement touchés par les inégalités dans l'accès aux services élémentaires.

11. Les faiblesses organiques des États du Sahel et, tout bonnement, l'immensité des territoires dont ces États ont la responsabilité ont conduit à l'adoption de pratiques de sous-traitance pour les fonctions élémentaires (gestion de l'économie, fourniture de services, sécurité). Une nuée d'acteurs non gouvernementaux tels que des caciques locaux, des autorités tribales traditionnelles, voire des organisations humanitaires internationales sont souvent chargés de jouer un rôle normalement dévolu aux pouvoirs publics. Voilà qui confère à la gouvernance au Sahel un ensemble de caractéristiques uniques. L'une d'elles est l'interaction constante entre les administrations nationales et les donneurs d'aide et administrateurs internationaux, parmi lesquels des conseillers, des consultants, des commissaires aux comptes et des experts ; une telle situation qui efface parfois la distinction normalement opérée entre acteurs politiques intérieurs et extérieurs. (FEPS et IAI, 2019)

12. La corruption représente un autre obstacle majeur du double point de vue du développement et de la sécurité. Elle a amené la population à se méfier des institutions gouvernementales et à émettre des doutes sur la légitimité même de ces dernières. Le mécontentement suscité par une gouvernance médiocre est devenu un catalyseur central de la crise politique dans la région. À cet égard, les indicateurs de la Banque mondiale placent les cinq pays du Sahel dans le tiers inférieur du classement relatif à l'efficacité gouvernementale. Cependant, les efforts déployés par le Niger pour venir à bout de la corruption méritent d'être étudiés de près et encouragés. Après la création de la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA), en 2011, et les améliorations introduites par la suite dans la législation, ce pays a accompli des progrès considérables dans l'amélioration de sa gouvernance et dans la consolidation de ses structures anti-corruption (FMI, 2019).

13. Bien que les conditions prévalant dans la région soient extrêmement difficiles, l'investissement et la croissance sont possibles. Dans ce sens, un secteur privé fort capable de créer de nouveaux emplois et d'autres potentialités est d'une importance vitale pour le Sahel. Indépendamment de l'existence de divers projets réalisés avec le concours d'organisations internationales et d'initiatives multilatérales, l'amélioration de la coopération bilatérale et la mise en chantier de programmes de développement conjoints sont cruciales pour le soutien et le renforcement du secteur privé dans la région.

B. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RARÉFACTION DES RESSOURCES

14. La gestion et l'utilisation des ressources naturelles au Sahel sont étroitement liées à la mobilité intrarégionale. Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, une majorité écrasante de la population travaille dans le secteur agricole ou pratique le pastoralisme. À l'évidence, ces activités sont fortement dépendantes de facteurs météorologiques et saisonniers : durant la saison des pluies, les inondations contraignent les éleveurs à mener leurs troupeaux jusqu'à des terrains secs, tandis que les cultivateurs transforment en rizières les zones inondées. À la saison sèche, une fois le riz récolté, le bétail revient des zones désertiques du nord vers les pâturages du sud. Le changement climatique

et les conflits commencent toutefois à altérer le cycle traditionnel des hommes et du bétail, de sorte qu'une terrible incertitude empoisonne désormais la vie de ceux qui en dépendent.

15. L'absence d'accès à l'irrigation, des sols pauvres ou dégradés, la sécheresse et des précipitations irrégulières, de même que le nombre restreint d'emplois dans les villages, nuisent à l'économie pastorale et fermière et provoquent des mouvements migratoires de masse au Sahel (FEPS et IAI, 2019). Par ailleurs, la course à l'eau et aux pâturages suscite depuis longtemps des conflits entre communautés vulnérables. Ces dernières années, la désertification et la raréfaction des ressources dues tant au changement climatique qu'aux pressions démographiques et à une mauvaise gouvernance ont avivé ces tensions et compromis les fragiles liens entre les communautés et leur environnement. Cela se traduit de plus en plus par des affrontements violents qui sapent la sécurité et la stabilité régionales. À leur tour, ces affrontements servent les intérêts de groupes extrémistes violents qui les exploitent pour alimenter leur rhétorique et créer ainsi de nouvelles occasions de tirer profit du mécontentement ambiant et du marasme économique pour recruter.

C. DÉMOGRAPHIE ET CHÔMAGE DES JEUNES

16. Si les taux de natalité actuels se maintiennent, la population des cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) pourrait s'élever à 330 millions de personnes en 2050, chiffre à comparer avec celui de 2015 (135 millions). Le taux de fertilité moyen est de cinq enfants par femme ; au Niger, il est de sept enfants. L'âge médian pour la région du Sahel est de 16 ans ; à titre comparatif, pour l'année 2020, il est de 19,7 ans en Afrique du Nord, de 30 ans en Turquie, de 38,6 ans en Amérique du Nord et de 42,5 ans en Europe (ONU, 2019). Les enfants de moins de 15 ans sont considérés comme formant un secteur dépendant de la population. Le fait que la taille de ce groupe démographique dépasse celle de la population en âge de travailler complique considérablement toute tentative d'améliorer la situation économique et sociale.

17. Si les jeunes sont majoritaires dans la population de chacun des pays sahétiens, leur statut social et les possibilités économiques qui s'offrent à eux sont restreints. En raison de conditions d'existence précaires et d'une marginalisation sociale, les jeunes chômeurs sont *de facto* dans l'impossibilité de se marier ou d'obtenir même le plus élémentaire des statuts sociaux. Ce type de marginalisation est foncièrement déstabilisant et les experts prédisent l'explosion d'une bombe à retardement démographique si le moyen n'est pas trouvé d'associer ces jeunes gens, hommes et femmes confondus, à la vie politique et économique de leur pays (FEPS et IAI, 2019). Sous sa forme actuelle, le marché du travail sahélien est tout simplement incapable d'absorber les nouveaux venus et de les affecter à des activités productives ; ceux qui sont tenus pour excédentaires n'ont guère d'autre choix que de se mettre en quête d'un travail informel dans les zones urbaines, de se lancer dans l'agriculture de subsistance ou d'émigrer. Ceux qui travaillent dans d'aussi précaires conditions sont particulièrement vulnérables et les groupes extrémistes violents font souvent miroiter l'argent facile pour recruter des jeunes défavorisés et révoltés. Les individus de moins de 30 ans privés de statut social et de perspectives économiques forment donc un facteur central de l'instabilité politique dans la région.

D. IMMIGRATION CLANDESTINE ET CRIMINALITÉ ORGANISÉE

18. Les flux migratoires en provenance des pays du Sahel ont fini par inquiéter sérieusement les pays européens. Les projets de développement mis en chantier par l'Europe dans la région visent notamment à donner du travail aux jeunes et, de cette manière, à les inciter à rester sur place. Les

images navrantes de migrants traversant la Méditerranée – l'un des itinéraires les plus dangereux désormais – et les abus révoltants observés en Libye et largement rendus publics, abus favorisés plus spécialement par l'instabilité et les conflits armés qui affligent le pays, sont autant de facteurs qui ont façonné le point de vue européen sur la crise régionale. Mais des préoccupations d'ordre politique entrent également en ligne de compte : elles se doivent au retour de bâton provoqué par la question de l'immigration, particulièrement brûlante en Europe.

19. Pourtant, les statistiques donnent à penser que, d'une façon générale à tout le moins, ce phénomène est, en réalité, relativement mineur par comparaison aux répercussions politiques et sociales. De fait, le nombre d'arrivées a considérablement baissé depuis 2016 même si, à partir de cette date-là, plus de 160 000 immigrants sont arrivés chaque année en Europe via la Méditerranée (Conseil européen des relations internationales, 2019), soit 0,032 % de la population totale de l'Union européenne, qui s'élève à plus de 500 millions d'habitants. À titre de comparaison, à la fin de l'année 2018, le nombre de réfugiés pour 1 000 habitants était d'environ 156 au Liban, de 72 en Jordanie, de 45 en Turquie et de 6 dans l'Union européenne (HCR, 2018). Bien plus que les chiffres absolus, les grands problèmes pourraient plutôt résider dans la dramatique situation humanitaire des migrants, l'absence de coordination et de solidarité entre États membres de l'Union européenne dans la gestion du phénomène et dans le déséquilibre criant de la répartition des charges inhérentes à l'accueil et à l'accompagnement des arrivants. L'Organisation internationale des migrations (OIM) a indiqué récemment que 34 226 migrants et réfugiés étaient arrivés en Europe par la mer entre janvier et juin 2019, soit 34 % de moins par rapport à la même période en 2018. Cependant, en 2019, l'Espagne comme la Grèce ont accueilli largement plus de 10 000 migrants ou réfugiés, soit près de 83 % de l'ensemble des arrivées, le reste se répartissant en quantités beaucoup plus réduites entre l'Italie, Malte et Chypre (OIM, 2019).

20. Les itinéraires empruntés par les migrants sillonnent des pays arides comme le Mali, le Niger, l'Algérie et la Libye et sont extrêmement dangereux. Les voyageurs risquent d'être les victimes de bandits, sans parler des conditions très rudes auxquelles ils s'exposent pendant la traversée du désert et de la Méditerranée. Plus de 70 % des migrants interrogés par l'OIM à leur arrivée en Italie ont indiqué qu'ils avaient été exploités par des passeurs sur les itinéraires de la Méditerranée centrale (UE-OIM, n.d).

21. Il convient de faire la distinction entre la migration légale et la migration clandestine. La migration transsaharienne est un phénomène de très longue date ; elle ne peut se comprendre que dans le contexte d'une économie régionale composite qui n'a jamais respecté spontanément les frontières nationales. En effet, le tracé des limites post-coloniales au Sahel ne s'est pas fait sous le signe de la cohésion sociale, économique et ethnique. Clans et groupes ethniques ont été arbitrairement divisés dans le contexte d'un processus échappant à leur contrôle. À cet égard, la migration est devenue naturellement une stratégie de survie permettant aux communautés pastorales et sédentaires de relever les défis climatiques de la région : précipitations variables, sécheresses cycliques et problèmes liés au changement climatique, tels que la désertification croissante ou la diminution des ressources hydriques. La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a établi un Protocole pour la libre circulation des personnes et des marchandises qui légitime cette forme de migration et lui confère un fondement juridique. Ce protocole accorde aux citoyens des pays signataires le droit de pénétrer et de résider sur le territoire de n'importe lequel de ces signataires. Les habitants de la région dans son ensemble peuvent ainsi se rendre en toute légalité jusqu'à Agadez, dans le centre du Niger, ville devenue un pôle d'émigration clandestine en direction de la Libye.

22. Par le passé, l'Algérie et la Libye ont également joué un grand rôle dans la migration transsaharienne en faisant venir à elles des travailleurs saisonniers sahéliens. L'Algérie et le Mali ont donné un caractère formel à cette migration par la conclusion d'un accord bilatéral de libre circulation entre les deux pays. Au nom du panafricanisme, le colonel Kadhafi avait autorisé tout ressortissant d'un État africain à entrer sans visa sur le territoire libyen. Le statut de pays de destination de l'Algérie et de la Libye reste évident aujourd'hui, même si le contexte géopolitique a subi des changements spectaculaires. Dans les faits, la majorité des Sahéliens qui quittent leur patrie ont pour destination finale l'un ou l'autre de ces deux pays ; seuls 20 % d'entre eux déclarent vouloir se rendre en Europe (Clingendael, 2017). On peut imaginer que la stabilisation de la Libye contribuerait, d'une part, à résoudre le problème de l'immigration clandestine et, d'autre part, à favoriser le développement économique de la région.

23. Il faut bien comprendre que, fût-il justifié pour des raisons de sécurité, un renforcement draconien des contrôles frontaliers à l'intérieur de l'espace sahélien pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour les structures économiques de la région et pour les stratégies de survie de communautés déjà fragiles et marginalisées. Sur le triple plan de la sécurité personnelle, des revenus et de la respectabilité sociale – sans parler de la sécurité régionale –, cette démarche pourrait éventuellement offrir aux 20 % de migrants qui cherchent à gagner l'Europe de meilleures perspectives que celle qui consisterait à prendre les armes.

24. Les échanges commerciaux sahariens sont régis depuis toujours par les lois économiques immuables de l'offre et de la demande. À l'échelle de la région, le commerce s'est diversifié et a porté au fil du temps sur les esclaves, l'or, l'ivoire, le bétail, les céréales et le sel. Entre les années 1990 et 2000, de nouveaux produits tout à la fois illicites et à grande valeur ajoutée, tels les armes et les stupéfiants, ont offert de nouvelles – quoique indésirables – opportunités commerciales. La contrebande du haschich est 12 fois plus lucrative que celle des cigarettes. Depuis la fin des années 2000, les échanges illégaux se sont étendus aux méthamphétamines et aux médicaments détournés à d'autres fins que thérapeutiques (comme le Tramadol ou le Rivotril), essentiellement en vue de leur consommation locale. Il est toutefois très difficile d'évaluer les quantités qui transitent par la région. De fait, en raison des conflits, peu de saisies sont opérées pour l'instant dans la Bande sahélo-saharienne (ICG, 2018).

25. Le trafic d'armes au Sahel a des conséquences particulièrement graves, puisqu'il a contribué à doter en armes de guerre des bandes criminelles qui, désormais, emploient des gardes armés pour protéger ou intercepter des convois. Ce trafic menace directement la sécurité régionale. Les revenus tirés du trafic de stupéfiants perturbent les économies locales, empoisonnent les relations entre communautés et remettent en question les vieilles hiérarchies et le respect de l'autorité traditionnelle. Décrite depuis la chute de Kadhafi (en 2011) comme un « marché de l'armement en libre-service », la Libye n'est plus l'unique fournisseur d'armes pour les nombreux groupes qui opèrent au Sahel. Depuis 2015, le flux d'armes prélevées sur les stocks libyens ou détournées par des factions libyennes diminue et les milices non étatiques opérant dans la sous-région s'équipent dans les dépôts militaires nationaux (*Conflict Armament Research*, 2016). Les bases militaires sont de plus en plus fréquemment prises pour cibles par des milices ; lorsque ces attaques réussissent, les assaillants repartent avec des armes de guerre qu'ils utilisent pour atteindre leurs propres objectifs. De surcroît, trafiquants, terroristes et acteurs non étatiques profitent du vide sécuritaire libyen pour exploiter la porosité des frontières et satisfaire ainsi leurs propres ambitions. Après la chute du régime Kadhafi, des milices, des terroristes et des mercenaires en provenance des pays limitrophes ont fait leur apparition en Libye ou au Sahel ou, du moins, y opèrent dans de vastes zones. On estime qu'au bas mot 3 000 mercenaires soudanais combattent

désormais dans la soi-disant Armée nationale libyenne, un chiffre qui suscite des inquiétudes quant à ce qui adviendra une fois le conflit libyen terminé, dès lors que lesdits mercenaires pourraient, dans un avenir proche, offrir leurs services aux groupes armés du Sahel (*The Guardian*, 24 décembre 2019).

26. Le trafic de stupéfiants et d'armes ainsi que la traite des êtres humains utilisent souvent les mêmes itinéraires et permettent aux groupes armés de financer des opérations militaires tout en élargissant encore le champ de leurs activités criminelles. Les filières les plus prospères opèrent fréquemment à proximité des cercles politiques et sont manifestement en mesure de corrompre des responsables de haut rang, des fonctionnaires, des membres des forces de sécurité et de défense et des personnalités politiques qui, en retour, les protègent activement ou se contentent de ne pas appliquer les lois. Quelques-uns des principaux trafiquants finissent par se transformer essentiellement en entremetteurs politiques et se placent de manière à pouvoir contrôler les élections locales ou législatives. Par ailleurs, ils investissent volontiers dans l'économie licite pour diversifier ou blanchir leurs avoirs mal acquis. Par cette démarche, ils acquièrent effectivement une certaine légitimité et sont donc à même d'épauler ouvertement les gouvernements dans leur lutte contre des bandes rivales.

27. Ainsi, au Mali, des spécialistes de la région indiquent que les grands trafiquants sont en rapport avec, d'une part, les autorités maliennes – qui réfutent ces affirmations – et, d'autre part, des groupes politico-militaires opérant dans le nord du pays. Souvent, les filières de trafiquants sont intégrées dans ces groupes ou fusionnent avec eux, lesquels dépendent du trafic de stupéfiants pour financer leurs achats d'armements et en prendre livraison (ICG, 2018). La chasse aux trafiquants d'armes et de stupéfiants est redescendue de plusieurs échelons dans la liste des priorités des acteurs internationaux engagés dans les opérations antiterroristes comme dans la lutte contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains. Leur réticence à combattre de façon plus résolue les trafiquants de stupéfiants s'explique par le manque de ressources appropriées, la complexité de ces filières et l'admission implicite du fait que ces trafiquants sont fréquemment sous la protection de personnages haut placés dans l'appareil des États avec lesquels les pays occidentaux coopèrent (ICG, 2018).

E. GROUPES EXTRÉMISTES VIOLENTS ET ACTEURS NON ÉTATIQUES ARMÉS

28. Ces 20 dernières années, le Sahel est apparu comme un creuset essentiel pour la naissance et le développement de mouvements extrémistes violents mais excessivement morcelés : certains font allégeance à al-Qaïda, d'autres à Daech. Ce morcellement reflète souvent des choix tactiques dictés par les circonstances locales plutôt que par de quelconques préférences idéologiques ou confessionnelles. Les mouvements en question se sont fait connaître pour l'audace et la brutalité de leurs actions.

29. L'EIGS est actif dans l'ouest du Niger depuis 2015. En 2017, quatre membres des forces spéciales américaines et cinq soldats nigériens ont été tués dans une embuscade tendue par ce groupe. La même année, Paris et Niamey ont décidé d'éliminer l'EIGS et à cet effet, ont commencé à coopérer avec deux groupes touareg locaux signataires de l'Accord de paix d'Alger, à savoir le MSA (Mouvement pour le salut de l'Azawad) et le GATIA (Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés) (Libération, 12 décembre 2019). En mars 2017, plusieurs groupes extrémistes violents – Ansar Eddine, Front de libération du Macina, al-Mourabitoune et la branche sahélo-saharienne d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) – ont uni leurs forces pour créer le Nousrat al-Islam autrement dit le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Le GSIM est maintenant la

branche officielle d'al-Qaïda dans la région. Il opère principalement au Mali mais a revendiqué plusieurs attaques dans d'autres pays sahéliens. En octobre 2019, les forces françaises ont tué son chef religieux autoproclamé, Ali Maychou, en coopération avec les forces maliennes et avec le soutien des États-Unis (Le Monde, novembre 2019).

30. Ces groupes extrémistes violents ont des structures notoirement amorphes et changent fréquemment de noms, de bases d'opérations, de structures et d'alliances. Les cloisons qui les séparent sont poreuses. Il n'est donc pas exact de les considérer simplement comme des éléments d'un mouvement extrémiste mondial dirigé de l'extérieur, qui exploiterait le concept islamique du djihad et qui serait commandé de l'extérieur, encore qu'il ne faille pas exclure complètement l'existence d'une composante internationale. De fait, c'est la dynamique locale et régionale qui apporte l'explication la plus cohérente à l'apparition de tels groupes, ceux-ci ayant su exploiter habilement la vulnérabilité de la population. Dans l'ensemble de la région, la propagande extrémiste tire parti d'un sentiment généralisé de désespoir. Dans les zones rurales, les habitants ont un accès restreint à la justice et il leur est difficile, voire impossible de protéger leurs biens et leurs personnes. Une profonde méfiance s'est installée entre les citoyens et les forces de défense et de sécurité ; les secondes n'assurant pas véritablement la sécurité des premiers. Dans de telles conditions, la population est plus sensible à une propagande qui s'appuie tout à la fois sur l'exploitation et la distorsion du concept islamique du djihad et qui, malheureusement, pousse des gens abandonnés à leur sort à constituer des milices d'autodéfense dont la composition se fonde souvent sur l'appartenance ethnique mais qui repose essentiellement sur des principes religieux mal assimilés.

31. L'écart entre les amples besoins de sociétés sahéliennes toujours plus fragiles et l'inaptitude des gouvernements à donner de l'espoir à leurs concitoyens a permis aux extrémistes violents de s'incruster dans les sociétés en question. Le fossé toujours grandissant qui sépare le citoyen de l'État est l'une des causes majeures de la radicalisation (FEPS et IAI, 2019). La pauvreté extrême en est une autre : les groupes extrémistes sont souvent en mesure de rémunérer des nécessiteux prêts à prendre part à des actes de violence pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. En combattant au sein de groupes extrémistes, certains voient leurs revenus multipliés par 20. Les groupes extrémistes violents prospèrent dans les zones d'où l'État est absent ou dans lesquelles sa souveraineté est contestée. Dans des sociétés caractérisées avant tout par leur dynamisme démographique et par la montée des tensions autour de l'accès aux terres arables et aux pâturages, ils attisent les brasiers sociaux et politiques tout en jouant, paradoxalement, le rôle de garants d'un ordre social aussi rude qu'élémentaire.

32. Ainsi, plutôt que de se faire les champions de ce que l'on appelle le djihad planétaire, les groupes extrémistes violents du Sahel sont des produits de la dynamique locale et régionale et opèrent essentiellement « à domicile ». Cela se reflète à la fois dans leur recrutement au sein des communautés locales marginalisées et dans leur objectif : combattre les États qu'ils jugent illégitimes. De plus, dans le Sahel central, l'extrémisme violent est loin de former un monolithe uniforme et cohérent. En fait, les mouvements qui le composent proposent un ensemble de solutions hétéroclites à une grande variété de graves problèmes politiques et socio-économiques. Concrètement, l'appel au « djihad planétaire » est bien moins motivant que la détention illégale d'un être cher, la lutte pour l'accès à des pâturages ou la quête de reconnaissance au sein d'un village (*International Alert*, 2018). Dans un contexte social et politique explosif, les groupes extrémistes parviennent rarement à répondre à ces attentes. Cela dit, au vu des conditions d'existence particulièrement rudes qui prévalent au Sahel, la brutalité sommaire qu'inspire une interprétation rudimentaire et biaisée de la loi islamique instaurée par les « combattants de la guerre sainte »

pourrait paraître, aux yeux de certains, préférable aux régimes corrompus de l'anarchie et d'une gouvernance médiocre (*International Alert*, 2018).

33. Une multiplication rapide des milices d'autodéfense a également été constatée. L'apparition de telles milices correspond souvent à une aggravation des scissions ethniques et pourrait être le signe avant-coureur de violences entre communautés. Voilà donc un autre fait qui donne à penser qu'une analyse de la situation au Sahel sous un angle uniquement confessionnel est de nature à induire en erreur et ne dit rien de ce qui se passe vraiment dans ces sociétés traumatisées.

34. Cette interprétation de la conjoncture dans les sociétés sahéliennes soulève de sérieuses interrogations sur la façon de parer à la menace. Des réponses purement militaires ne régleront rien et risquent de plonger la région dans un cercle vicieux : les opérations antiterroristes des gouvernements infligeront de lourdes pertes aux populations locales et pousseront un nombre toujours croissant d'habitants dans les bras des groupes extrémistes violents. Les arrestations arbitraires et les exécutions extra-judiciaires dont sont victimes les membres de certaines communautés – exactions dont la réalité est dûment établie par des organisations de défense des droits humains – ne font qu'aggraver les choses et creusent encore l'abysse qui sépare les gouvernements sahéliens de la population. À l'évidence, il faut recourir à d'autres méthodes : la communauté internationale doit aider au rétablissement des pouvoirs publics et d'un dialogue authentique, tout en contribuant à la transformation des forces de sécurité nationales en véritables garants de la sécurité des citoyens. Cela est beaucoup plus facile à dire qu'à faire.

III. RÉPONSES ET INITIATIVES

35. De nombreuses initiatives ont été lancées dans la région du Sahel pour entamer l'édification d'un ordre sécuritaire, social et politique plus solide. Mais, comme c'est souvent le cas dans les régions en crise, un problème se pose, celui de l'absence de coordination de la multitude d'actions ainsi entreprises. Certains évoquent un « embouteillage » d'initiatives au Sahel (ICG, 2018), car bon nombre d'entre elles vont à contre-courant les unes des autres, tout en submergeant les structures étatiques qu'elles sont censées épauler. Les paragraphes suivants décrivent quelques-unes des initiatives les plus importantes.

A. INITIATIVES RÉGIONALES AFRICAINES

1. Union africaine

36. L'Union africaine a lancé deux initiatives dans la région – le Processus de Nouakchott, en 2013, et la Stratégie pour la région du Sahel, en 2014 – dans le but d'encourager coopération et meilleure coordination entre les parties prenantes responsables de la sécurité dans la région. La Stratégie comporte trois volets : gouvernance, sécurité et développement. Il s'agit d'un concept multidimensionnel adapté à la complexité de la crise sahélienne et pris en compte dans 15 autres stratégies proposées pour le Sahel par des acteurs régionaux et internationaux travaillant au désamorçage de ladite crise. L'Union africaine a nommé un représentant spécial pour le Sahel et a installé le quartier général de sa mission pour le Mali et le Sahel (MISAHÉL) à Bamako. Cette initiative a donné des résultats assez limités. L'Union africaine, qui avait l'ambition de fournir une méthode structurelle de longue haleine pour venir à bout des obstacles à la paix et à la sécurité sur

le continent grâce à son Architecture de paix et de sécurité (AAPS), n'est pas encore parvenue à enrayer l'accélération de la spirale de la violence et des soulèvements sociaux au Sahel.

37. À l'origine, le Processus de Nouakchott visait à encourager les échanges et la coopération entre responsables de la sécurité au Sahel, mais l'esprit de solidarité qui avait présidé à sa création s'est largement estompé et la dernière réunion ministérielle des parties prenantes remonte à 2015. Il en est allé de même pour la Stratégie pour le Sahel de 2014 en raison, notamment, de l'absence d'une claire répartition des charges entre parties prenantes et de l'insuffisance des ressources financières et humaines mises à la disposition des responsables de son application (ISS Africa, 2018).

38. L'Union africaine a fait sienne une vaste vision géographique et stratégique du Sahel qui, au départ, reposait sur des facteurs climatiques et environnementaux et comprenait le Burkina Faso, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Soudan et le Tchad. À mesure que l'arc de crise s'étendait, il a absorbé l'Algérie, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Libye, le Nigéria et le Sénégal. L'Union africaine pensait que l'inclusion des principaux pays du Maghreb faciliterait l'élaboration d'une méthode plus globale pour la résolution des conflits. Cependant, l'initiative a perdu son cap initial, car les parties prenantes étaient trop nombreuses, ce qui a entraîné une prolifération des objectifs et des projets ; cette situation n'était pas de nature à permettre de désamorcer sans délai une crise qui allait en s'aggravant (Fondation pour la recherche stratégique, 2019).

39. En théorie, l'initiative de l'Union africaine semble exhaustive et cohérente. Toutefois, ses protagonistes n'y sont pas attachés aussi profondément qu'il le faudrait et n'ont pas fourni le soutien financier et opérationnel requis pour atteindre les objectifs fixés. Qui plus est, une méthode d'une portée aussi vaste se heurte à l'opposition de nombreux autres représentants de la communauté internationale qui préconisent, eux, une intervention plus ciblée, circonscrite aux cinq pays les plus vulnérables qui se trouvent au centre de la crise sahélienne.

2. ECOWAS

40. Créée en 1975, la CEDEAO est une entité régionale de 15 membres – Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sierra Leone, Sénégal et Togo – qui a pour mandat de promouvoir l'intégration économique régionale. Comme indiqué précédemment, les efforts qu'elle a déployés dans ce sens ont facilité les mouvements migratoires régionaux. Chaque pays membre autorise les citoyens des 14 autres à pénétrer sur son territoire, à y résider et à y poursuivre une activité économique. Dans les années 1990, lorsque des conflits ont ébranlé le Libéria et la Sierra Leone, la CEDEAO s'est transformée en protagoniste de la sécurité régionale. À la faveur de l'AAPS, elle est devenue l'une des organisations régionales les plus influentes sur le continent africain.

41. La CEDEAO, dont la communauté internationale estime généralement qu'elle constitue un forum mieux adapté que l'Union africaine pour traiter la crise du Sahel, avait obtenu du Conseil de sécurité de l'ONU l'autorisation d'organiser une mission militaire pour aider les autorités maliennes pendant le conflit dont était le théâtre le nord du pays. Elle avait donné le coup d'envoi à la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine) en décembre 2012. Toutefois, des problèmes logistiques et des goulets d'étranglement matériels n'avaient pas permis un déploiement rapide des effectifs sur le terrain. La CEDEAO avait eu beaucoup de mal à mobiliser les 3 300 soldats qu'elle comptait envoyer au Mali et la mission avait fini par échouer, faute d'une

assistance financière suffisante de la part de la CEDEAO elle-même et d'autres institutions financières internationales. De surcroît, les planificateurs militaires de la CEDEAO avaient sous-estimé la puissance des rebelles et des groupes extrémistes violents opérant dans le centre du Mali (FES, 2018). La mission a donc été intégrée dans la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) à l'été 2013 ; à cette époque, l'opération française *Serval* avait déjà contribué, dans une certaine mesure, à stabiliser le pays en dispersant les mouvements terroristes dans les pays voisins et, en particulier, en Libye et au Niger. Au bout du compte, la France a dû renoncer à l'idée d'une intervention de courte durée au Mali et a mis en place l'opération Barkhane dans la région du Sahel. Certes, *Serval* a permis de repousser les terroristes qui occupaient le nord du Mali, mais ce pays n'en reste pas moins instable.

3. G5 Sahel

42. La création du G5 Sahel (G5 S) en février 2014 se voulait une réponse aux échecs militaires et diplomatiques de la CEDEAO. Les mécanismes et la stratégie du GS 5 en relation avec la crise du Sahel ont remplacé ceux de l'Union africaine. Le GS 5 est une structure de coopération entre cinq pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Son mandat original est vaste et comprend, outre la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, le rétablissement de l'autorité de l'État, ainsi que le retour des réfugiés et des déplacés internes. Conçu au départ comme un moyen de consolider le lien entre le développement économique et la sécurité, il s'est concentré progressivement sur la sécurité. La France a été une force motrice de la mise sur pied du G5 S, son objectif étant de promouvoir l'idée selon laquelle les pays de la région devaient, en dernier ressort, prendre leur destin en main. Bien évidemment, le paradoxe réside dans le fait que Paris ait jugé nécessaire de jouer un rôle de catalyseur dans ce processus, ce qui, en soi, en dit long sur la faiblesse des gouvernements sahéliens.

43. En 2017, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad ont constitué la Force conjointe G5 S, qui se compose de 5 000 membres des forces armées de ces cinq pays et qui a pour mission de combattre les groupes extrémistes violents. Ses opérations se situent dans les régions frontalières et se partagent entre trois zones : une zone occidentale, dont le poste de commandement est en Mauritanie, une zone centrale, avec un poste de commandement à Niamey, et une zone orientale, placée sous le commandement du Tchad. Jusque-là, chaque bataillon était responsable de sa seule zone. Dans un rapport datant de 2018, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a estimé que la Force conjointe tardait à devenir entièrement opérationnelle. Depuis le sommet de Ouagadougou, en janvier 2020, des progrès ont été accomplis pour ce qui est de la mobilité : certains éléments opèrent maintenant en dehors de leur zone de casernement. Pour que la Force conjointe soit plus efficace en matière de lutte contre le terrorisme, il conviendrait que les bataillons puissent intervenir en dehors de leur champ d'action habituel. De même, s'agissant du droit de poursuite en territoire étranger, les éléments de la Force conjointe peuvent opérer jusqu'à 100 kilomètres au-delà des frontières nationales.

44. L'explosion de la violence constatée ces derniers mois au Burkina Faso illustre tout à la fois la souplesse de manœuvre des groupes extrémistes violents et les restrictions opérationnelles de la Force conjointe. Des groupes armés, agissant de part et d'autre de la région tricontinentale, progressent désormais vers le sud en direction du Bénin et du Togo, à l'extérieur du champ d'action de la Force conjointe. Au vu de l'expansion du conflit, l'ambitieuse portée géographique initialement envisagée par la CEDEAO semble désormais plus appropriée, tout simplement parce que le conflit forme des métastases en dehors des pays membres du G5 S. De nouvelles initiatives dont la concrétisation n'est pas entièrement terminée – parmi lesquelles le Partenariat pour la stabilité et la

sécurité au Sahel (P3S) annoncée par la France et l'Allemagne au Sommet du G7 de Biarritz, en août 2019 –visent *de facto* à élargir le champ d'action géographique de la Force conjointe.

B. INITIATIVES NON AFRICAINES

1. MINUSMA

45. La MINUSMA a été créée par l'ONU en avril 2013. Elle regroupe actuellement 15 365 personnes et dispose d'un budget d'environ 1 milliard de dollars. Son mandat doit être renouvelé chaque année par le Conseil de sécurité, lequel l'a effectivement prolongé d'un mois en juin 2019. Il convient de noter qu'en ce moment 1 100 militaires allemands prennent part aux activités de la MINUSMA.

46. La toute première priorité de la MINUSMA est de favoriser l'application de l'Accord de paix d'Alger conclu en 2015 entre le gouvernement malien et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), entité rassemblant divers groupes de rebelles opérant dans le nord du pays. Sur un plan pratique, la MINUSMA contribue à diverses tâches : restaurer l'autorité des pouvoirs publics dans cette partie du Mali, mettre en place de nouvelles structures institutionnelles au profit de l'État, prêter son concours à la réforme du secteur de la sécurité, démobiliser les combattants et aider à la réconciliation nationale. Au nombre de ses missions figurent aussi la protection des civils et la facilitation du dialogue national et local. Cependant, la lutte contre le terrorisme n'est pas inscrite dans son mandat, même si les incessantes offensives des groupes terroristes restreignent gravement son aptitude à s'acquitter de ses tâches avec efficacité. La MINUSMA doit consentir d'énormes efforts militaires et logistiques pour maintenir sa présence dans le nord du Mali. Quelque 80 % de ses moyens militaires sont consacrés à la protection de ses propres forces, de ses infrastructures et des convois dont elle dépend pour l'approvisionnement de ses bases. L'opinion publique malienne en est venue à se montrer très hostile envers la MINUSMA, qu'elle accuse d'être passive et de faire passer la sécurité des Casques bleus avant celle de la population civile. Pour sa part, les autorités succombent parfois à la tentation de rendre la Mission responsable de leurs échecs, pratique qui n'est pas faite pour renforcer la légitimité de cette opération de l'ONU, pas plus que sa popularité (SWP, 2019).

2. Missions et opérations de l'Union européenne

47. L'Union européenne est apparue, elle aussi, comme un protagoniste de premier plan au Sahel. En 2011, son Service européen pour l'action extérieure (SEAE) a adopté la Stratégie pour la sécurité et le développement du Sahel ; cette stratégie exhaustive et intégrée vise à traiter les problèmes – des problèmes liés entre eux – auxquels est confrontée la région. Elle insiste sur le rapport entre développement et sécurité et repose sur l'idée que le développement économique et la construction de capacités étatiques ne sauraient être dissociés. En 2015 toutefois, au vu de la forte augmentation des arrivées de migrants sur les côtes européennes, certains États membres de l'Union européenne aux yeux desquels l'immigration représente tout à la fois un défi sécuritaire et une menace pour l'ordre libéral européen ont demandé avec insistance l'adoption de mesures davantage axées sur la sécurité (Davitti et Ursu, 2018). Certains spécialistes font cependant valoir que la projection des craintes européennes à l'extérieur des frontières compromet les chances d'aboutissement de la stratégie (Venturi, 2019).

48. Depuis le lancement de sa stratégie globale en 2016, l'UE, pour sa part, a resserré la coordination entre ses différentes missions et instruments. Elle possède au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad des délégations qui servent de bureaux de liaison entre Bruxelles, les missions relevant de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et les acteurs extérieurs locaux et internationaux. Le représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel, Ángel Losada, est l'actuel responsable de la coordination de l'ensemble de la stratégie.

2.1. Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique (EUTF) – Sahel et lac Tchad

49. En novembre 2015, les chefs d'État et de gouvernement européens et africains réunis à Malte pour le Sommet de La Valette sur la migration ont créé le « Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et en vue de remédier aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés en Afrique » (EUTF). Ce fonds concerne trois régions : le Sahel et le lac Tchad, la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord. La première de ces régions regroupe 12 pays (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad). La politique extérieure de l'Union européenne en matière de migration se concentre désormais sur l'Afrique subsaharienne, surtout depuis la fermeture de la « route des Balkans » en 2016 à la suite de l'accord entre l'Union et la Turquie.

50. L'EUTF est doté d'un budget de 4,7 milliards d'euros pour les trois régions concernées, dont 2 milliards pour le Sahel et le lac Tchad. Il est alimenté par le budget de l'Union proprement dit et par le Fonds européen de développement (FED), à quoi viennent s'ajouter les contributions des États membres, de la Norvège et de la Suisse. Il finance actuellement 100 projets répartis en quatre catégories :

- amélioration de la gouvernance et prévention des conflits,
- amélioration de la gestion des migrations,
- consolidation de la résilience, et
- création d'opportunités nouvelles dans le domaine de l'économie et de l'emploi.

51. La sécurité et la gestion des frontières au Sahel et dans la région du lac Tchad absorbent 16 % du budget (cette ligne budgétaire passe à 31 % pour les trois régions). Plusieurs ONG affirment que l'EUTF risque de détourner les fonds destinés à l'aide au développement en faveur de programmes de contrôle des flux migratoires et des frontières, négligeant ainsi de remédier aux causes profondes de l'émigration massive.

2.2. Missions relevant de la PSDC et Cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR)

52. L'Union européenne a lancé les missions EUCAP Sahel Mali¹ et EUCAP Sahel Niger² respectivement en 2012 et 2015 pour contribuer à l'élaboration d'une méthode intégrée, cohérente, durable et respectueuse des droits humains à l'usage des divers acteurs de la sécurité nigériens et maliens dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Plus de 100 spécialistes – dont la majorité appartient aux forces de sécurité et aux ministères de la Justice de pays européens sont installés en permanence à Niamey pour appuyer ces missions.

¹ Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure maliennes

² Mission de soutien aux capacités des intervenants nigériens en matière de sécurité en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée

53. L'EUCAP Sahel Mali complète la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali), qui est le volet militaire de la stratégie appliquée dans ce pays par l'Union. Elle a été lancée en 2013 dans le but de consolider les capacités des forces armées maliennes et, spécifiquement, de transformer celles-ci en forces autonomes aptes à contribuer à la défense de la population et du territoire. L'EUTM Mali se compose de près de 600 soldats originaires de 21 États membres de l'Union et de cinq pays tiers (Géorgie, Monténégro, Serbie, Albanie et République de Moldova). La mission s'occupe de formation et d'enseignement et fournit en outre des conseils stratégiques et opérationnels au ministère de la Défense et aux forces armées du Mali, ainsi qu'à la Force conjointe G5 Sahel.

54. En 2017, l'Union européenne a créé une Cellule de coordination régionale (CCR). Les 15 spécialistes qui la composent coordonnent les opérations de l'Union et dressent la liste des besoins et des insuffisances en relation avec les missions relevant de la PSDC. La CCR s'intéressait exclusivement à la sécurité et à la défense. Deux ans plus tard, elle a été renforcée et rebaptisée en Cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR). Sa mission consiste à renforcer les capacités régionales et, au besoin, nationales du G5 S pour, notamment, rendre opérationnels les éléments militaires et policiers de la Force conjointe, l'objectif ultime étant de les aider à améliorer leur coopération transfrontalière à l'échelle régionale. Il s'agit aussi de permettre aux EUCAP Sahel Mali et Niger de conseiller et de former sur le plan stratégique d'autres pays du Sahel en temps voulu et de manière ciblée.

3. Alliance Sahel

55. En juillet 2017, la France, l'Allemagne et l'Union européenne ont annoncé la création de l'Alliance Sahel, destinée à aider les pays sahéliens à restaurer les fondations de sociétés stables capables d'œuvrer durablement au développement et à la paix au Sahel. Par la suite, l'Alliance a été rejointe par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg, le Danemark et les Pays-Bas ont accepté d'y participer.

56. L'Alliance Sahel a été mise sur pied pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement dans la région et de désigner aux membres du G5 Sahel un interlocuteur unique pour les questions de développement. Elle vise, d'une part, à intensifier la coordination entre partenaires (essentiellement les administrations des pays mentionnés plus haut qui sont affectées à ces questions et les partenaires internationaux) et, d'autre part, à accélérer la concrétisation de l'aide et des projets tout en répondant aux besoins exprimés par les bénéficiaires et le secrétariat du G5 Sahel. En janvier 2019, l'Alliance a annoncé la mise en chantier de plus de 730 nouveaux projets d'ici à 2022 pour un coût total de 11 milliards d'euros.

4. États-Unis

57. L'embuscade que l'EIGS a organisée à Tongo Tongo (Niger) et qui a provoqué la mort de quatre soldats des forces spéciales américaines a pris beaucoup de gens par surprise, à commencer par les membres de la commission des forces armées du Sénat américain : ceux-ci ont appris avec inquiétude qu'un nombre considérable de soldats américains avaient été déployés dans une zone de conflit sans que le Congrès ait pu étudier la question de manière approfondie. Jusqu'alors, effectivement, le rôle militaire des États-Unis en Afrique occidentale n'avait guère été au centre des débats.

58. Cela dit, dans le prolongement des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont pris des dispositions leur permettant de suivre les agissements d'al-Qaïda en Afrique ; il s'agit essentiellement de programmes de surveillance, d'instruments de coopération sécuritaire et d'une assistance en matière de renseignement et de logistique destinée aux alliés et aux partenaires des Américains. Après la création du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) en 2007, les effectifs militaires américains présents sur le continent africain sont passés à quelque 7 200 personnes (chiffres pour la fin de l'année 2018) ; le gros de ces effectifs est cantonné au Camp Lemonnier, à Djibouti. En avril 2018, le secrétaire à la défense de l'époque, Jim Mattis, estimait que le Nigéria, le Niger et le Mali accueillaient à eux seuls un millier de soldats américains (Lawfare, 2019).

59. Au Sahel, de petites unités des forces spéciales américaines conseillent les militaires sur place et entraînent les milices locales à venir à bout des extrémistes (*Foreign Policy*, 2020). Les militaires américains fournissent en outre à leurs alliés français une aide fort bienvenue : communication de données du renseignement, soutien logistique (transport aérien, ravitaillement en carburant) et utilisation de drones. Après l'embuscade de Tongo Tongo, les États-Unis ont reçu l'autorisation d'armer les drones qu'ils utilisent au Niger.

60. En 2019, les militaires américains ont commencé à transférer leurs opérations de drones de Niamey à Agadez (Niger), où les travaux de la base aérienne 201 étaient terminés : cette base représente la plus grande infrastructure destinée aux forces aériennes des États-Unis dans l'histoire récente et son coût est estimé à 100 millions de dollars. Agadez occupe une position plus centrale, d'où il est possible de surveiller une zone plus étendue et d'une plus grande importance.

61. Les récentes discussions au Pentagone sur un retrait massif éventuel des troupes américaines d'Afrique occidentale donnent à penser que d'aucuns préconisent l'abandon de la base aérienne 201 et de mettre un terme à l'assistance prodiguée aux forces françaises au Sahel (*New York Times*, 2020). Au sommet de Pau, en janvier 2020, les chefs d'État de la France et du G5 S ont remercié les États-Unis de leur aide cruciale et se sont dit favorables au maintien d'une présence militaire américaine. Lors d'une audition consacrée au budget de la défense par la commission des forces armées du Sénat, le général Stephen Townsend, commandant de l'AFRICOM, a déclaré qu'une présence militaire sur le continent africain devait continuer à faire partie de la stratégie américaine visant à contrer l'influence russe et chinoise dans le monde (Szuba, 2020). À cet égard, il convient de noter que le [rapport général 2019 de la commission politique de l'AP-OTAN](#) appelle l'attention sur le rôle grandissant que Moscou et Pékin jouent en Afrique, situation qui risque d'affaiblir l'influence de tel ou tel autre Allié, de l'OTAN dans son ensemble et d'autres organisations internationales dans le traitement des problèmes de sécurité africains (AP-OTAN, 2019).

5. France

62. En janvier 2013, alors que des groupes extrémistes violents faisaient mouvement dans le sud et menaçaient d'attaquer Bamako, la France a lancé l'opération Serval, d'une ampleur relativement réduite, à la demande de Moussa Traoré, qui était à l'époque le président du Mali. Des objectifs politiques précis, une diplomatie internationale coordonnée et l'usage efficace de la force armée ont permis aux militaires français de l'emporter et d'empêcher la chute de Bamako entre les mains d'extrémistes violents. Toutefois, cette opération n'était pas conçue pour remédier aux causes sous-jacentes du conflit.

63. En juillet 2014, la France a étendu sa présence dans toute la région avec le lancement de l'opération Barkhane, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle vise des objectifs ambitieux : lutter contre le terrorisme dans un territoire de la taille de l'Europe, mettre en avant la Force conjointe G5 S et soutenir tant les forces armées maliennes que la MINUSMA. L'opération peut compter sur 4 500 soldats français, a son quartier général opérationnel à N'Djamena, capitale du Tchad, et son budget annuel est de 600 millions d'euros (Sénat de la République française, 2018). Elle se déroule au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad. De petites unités des forces spéciales capables d'intervenir très rapidement se déploient sur le terrain, appuyées par des avions de chasse, des drones et une série de moyens de collecte de renseignements.

64. La perte de 13 soldats français au Mali en novembre 2019 a mis en évidence les problèmes auxquels les forces françaises sont confrontées au Sahel, alors que les offensives des insurgés s'intensifient. Ces treize morts représentent le bilan le plus lourd qu'ait connu l'armée française depuis 1983. Bien que les succès tactiques de l'opération soient réels et que les interventions comme les sacrifices des militaires français aient empêché le pire d'advenir, ces sacrifices risquent d'être annihilés par une impasse politique qui affaiblit l'accord de paix au Mali. À elle seule, l'opération Barkhane ne peut déboucher sur une sortie de cette impasse (Sénat de la République française, 2018), ce que les autorités militaires françaises ont d'ailleurs admis. L'objectif de l'opération est plus restreint et n'est pas d'éradiquer le terrorisme, mais bien d'attirer les terroristes à découvert et de les exposer aux forces armées locales. Au mieux, on peut espérer que Barkhane augmentera la capacité des pays sahéliens d'exercer pleinement leur autorité sur leurs territoires respectifs.

65. En décembre 2019, les forces françaises ont procédé à leur première frappe aérienne par drones lors de l'assaut mené contre des terroristes dans la région de Mopti, au Mali. La ministre de la défense, Florence Parly, avait décidé dès septembre 2017 d'armer les drones de surveillance français.

66. L'opération Barkhane est en train d'acquérir une dimension internationale de plus en plus affirmée et bénéficie de l'aide des États-Unis et de l'Europe. Ainsi, le Danemark lui a affecté deux hélicoptères et un contingent pouvant aller jusqu'à 70 hommes ; quant au contingent estonien, il a pratiquement doublé cette année. Les hélicoptères *Chinook* britanniques apportent un soutien crucial à l'opération, tandis que l'Allemagne s'occupe de former la police et la gendarmerie au Burkina Faso. Par ailleurs, les autorités allemandes se sont engagées à allouer dix millions d'euros à l'achat de matériel et dix autres millions à des missions d'instruction des forces armées (Goxho, 2020).

67. La France cherche maintenant à obtenir un soutien plus marqué de la part de la communauté internationale. En novembre 2019, M^{me} Parly a annoncé la création de la force spéciale internationale Takouba et le déploiement de celle-ci au Mali en 2020 (Kelly, 2020). Le rôle exact de cette force reste à définir, mais l'une de ses missions consiste à améliorer la formation élémentaire des forces locales et à relever les soldats de l'opération Barkhane de leurs tâches actuelles pour leur permettre de se concentrer sur la poursuite des insurgés et sur la prévention d'attaques éventuelles. L'Estonie, la Belgique, la République tchèque et la Suède ont accepté de participer à la force Takouba, contrairement aux États-Unis et à l'Allemagne.

68. Face à l'hostilité croissante que manifestent les populations d'Afrique occidentale à l'encontre de la présence militaire française et internationale, le président français a demandé aux chefs d'État des pays membres du G5 S de manifester publiquement leur soutien à l'intervention

militaire française. En janvier 2020, lors du sommet de Pau – ville où étaient cantonnés la plupart des soldats français morts en novembre 2019 –, ces chefs d'État « ont exprimé le souhait de la poursuite de l'engagement militaire de la France au Sahel ». La multiplication des attaques terroristes et l'alourdissement du bilan d'un côté comme de l'autre ont servi de catalyseur à la fusion de l'opération Barkhane et de la Force conjointe G5 Sahel au sein d'une nouvelle structure de commandement, la Coalition pour le Sahel ; dorénavant, les opérations seront menées conjointement.

69. En février 2020, M^{me} Parly a annoncé le déploiement de 600 soldats supplémentaires, essentiellement dans la zone tricontinentale. La France affectera aussi des renforts à la Force conjointe et un groupe de combat d'une cinquantaine d'hommes des forces spéciales formera le noyau de la Force Takouba (Guibert, 2020).

IV. CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 POUR LA RÉGION DU SAHEL

A. CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DANS LES DOMAINES DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI

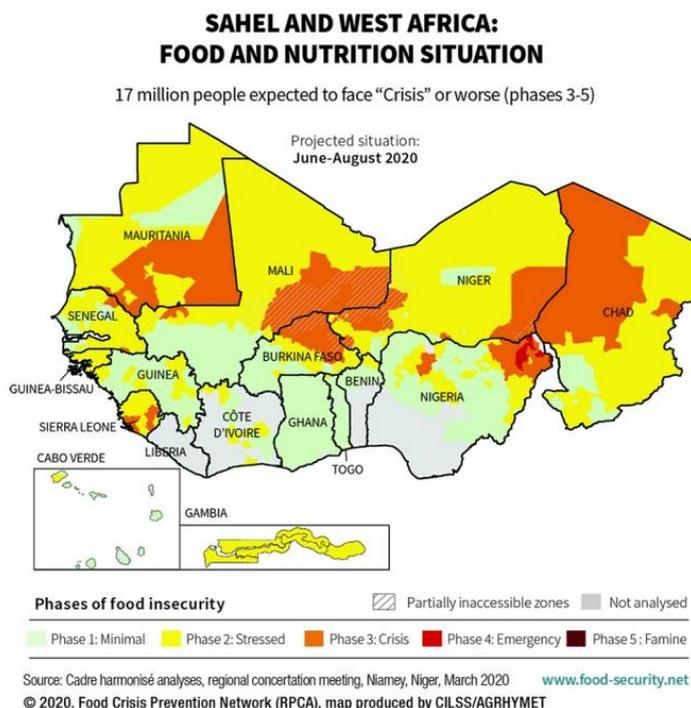
70. La pandémie de Covid-19 a provoqué une grave récession dans la région du Sahel, à l'instar d'une bonne partie des pays en voie de développement. L'industrie manufacturière, le commerce de détail, les échanges commerciaux et le secteur des loisirs ont été plus spécialement touchés. La croissance devrait se contracter dans le monde entier et les pays sous-développés (ou en voie de développement) en subiront plus durement les effets car bon nombre d'entre eux manquent des réserves qui leur permettraient d'amortir le choc. De nombreux gouvernements africains se sont vus dans l'obligation de prendre des mesures sans précédent pour endiguer le virus, à commencer par l'imposition d'un confinement et d'une restriction des déplacements (France 24, 2020 ; Kone, 2020). Bien qu'indispensables, ces mesures sont venues frapper des pays sahéliens à l'économie déjà faible et vulnérable. Les frontières ont été fermées, les voyages, le tourisme et le commerce ont considérablement baissé et le chômage est à la hausse (Baldwin et Weber di Mauro, 2020). Les grandes puissances économiques entrent en récession et les fermetures d'entreprises perturbent les chaînes de valeur mondiales. La demande de biens et de services sahéliens s'est effondrée et la forte baisse des prix des biens de consommation nuit aux pays exportateurs de pétrole (PEP) de la région (Ongley et Selassie, 2020).

71. De fait, les PEP africains figurent parmi les principales victimes de la pandémie et de la chute des tarifs énergétiques qui en a découlé (*Africa News*, 2020). D'autres pays d'Afrique occidentale se ressentiront, eux, de la baisse des prix à la consommation. Ainsi, le Tchad devrait connaître une perte de recettes de quelque 9 milliards de dollars, soit l'équivalent de 8 % de son PIB (Tyburski, 2020).

B. CONSÉQUENCES POLITIQUES

72. L'inquiétude grandit de voir les mesures d'isolement et les répercussions économiques alimenter l'insécurité et les tensions politiques dans la région et, singulièrement, dans les pays où des élections sont prévues. Les actions indispensables à l'endiguement du virus peuvent être perçues comme autant de coups de force par lesquels les gouvernements tentent de resserrer leur emprise ; cela risque de se traduire par une perte de confiance dans les processus démocratiques (Fletcher et Rouget, 2020). Cette année revêt une importance spéciale en Afrique, puisque 18 pays du continent ont tenu - ou tiendront - des élections présidentielles, législatives ou municipales.

Quatre de ces pays font partie du Grand Sahel : le Cameroun (élections à l'Assemblée nationale et au Sénat et élections municipales en février), le Mali (élections à l'Assemblée nationale en mai), le Burkina Faso (élection présidentielle et élections à l'Assemblée nationale en novembre) et Tchad (élections à l'Assemblée nationale en décembre) (Kuwonu, 2020).



73. Les responsables du Programme alimentaire mondial (PAM) se disent très préoccupés par les retombées éventuelles de la pandémie sur l'aide humanitaire. Dans la région du Sahel, l'insécurité alimentaire s'est aggravée et plus de 5 millions de personnes en sont maintenant menacées avant même l'arrivée de la saison maigre (d'une extrémité à l'autre du Sahel central, qui englobe le Burkina Faso, le Mali et le Niger) (ONU Info, 2020). Toujours selon les responsables du PAM, la fraction de la population burkinabè touchée par l'insécurité alimentaire sera multipliée par trois, passant à plus de 2,1 millions de personnes d'ici à juin 2020, contre 680 000 en 2019. De la même façon, le nombre de victimes de l'insécurité alimentaire devrait passer à 1,3 million au Mali et à 2 millions au Niger (PAM, 2020).

C. CONSÉQUENCES SOCIALES ET SANITAIRES

74. Les systèmes de santé des pays du Sahel sont parmi les plus médiocres du monde. La pandémie pose un problème majeur à l'ensemble de la région : précisément, plusieurs de ces systèmes se sont gravement détériorés tout au long de près de dix années de conflits et de violences. Même des gestes barrières élémentaires comme le lavage des mains ne peuvent être aisément respectés, car il est très difficile de se procurer du savon et de l'eau claire (DeYoung, 2020). Une mauvaise alimentation et des logements insalubres affaiblissent encore les défenses des habitants de la région. La malaria sévit au Sahel depuis longtemps et l'impuissance des pays concernés à y faire face correctement donne une idée de l'énorme défi structurel que la pandémie représente pour eux.

75. Ainsi que le souligne ce projet de rapport, les pays sahéliens ne se distinguent pas par leur gouvernance, ce qui réduit encore leur capacité de faire face à la pandémie. Les gouvernements ont bien du mal à exercer leur autorité sur l'ensemble de leur territoire national, ce qui complique tout particulièrement l'acheminement de l'assistance médicale (Le Quiniou, 2019). L'apparition d'un foyer viral submergerait presque immédiatement le système de santé de beaucoup de pays sahéliens ; elle pourrait déboucher sur des pertes en vies humaines catastrophiques et sur une aggravation de l'instabilité.

D. RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS INTERNES

76. La Covid-19 menace plus particulièrement les résidents des camps de réfugiés surpeuplés où il serait très malaisé d'endiguer sa propagation. Dans ces camps, les dispositifs sanitaires sont souvent de très mauvaise qualité, ce qui rend la situation d'autant plus inquiétante. Leur aptitude à contenir la contamination est nettement inférieure et l'accès aux soins est très restreint (Molnar et Naranjo, 2020). De surcroît, le respect des mesures de distanciation sociale dans de telles conditions n'est pas envisageable. De nombreux résidents sont dans un état de santé qui les rend plus vulnérables encore. Par ailleurs, plusieurs camps sont la cible d'actes de violence. En avril dernier, le HCR s'est dit préoccupé par l'insécurité au Burkina Faso, où des groupes armés s'en sont pris à des réfugiés maliens, forçant une partie de ceux-ci à quitter les camps. De fait, ce pays a connu un déplacement massif – plus de 838 000 personnes – depuis janvier 2019 et ce chiffre augmente chaque jour. Le porte-parole du HCR, Babar Baloch, a récemment indiqué que « l'approche de la saison maigre combinée au conflit armé et à la Covid-19 va donner lieu à de nouvelles situations dramatiques et à de nouveaux déplacements de personnes » (HCR, 2020). Des mouvements de populations massifs peuvent aisément se transformer en vecteur de la maladie.

V. PROBLÈMES SOCIAUX ET RÉACTIONS INTERNATIONALES À LA CRISE DE LA COVID-19 AU SAHEL

77. Les spécialistes pensent que les mesures d'endiguement de la pandémie risquent, paradoxalement, de donner aux groupes extrémistes violents l'occasion d'étendre leur influence (Shortell, 2020). Charger les forces de sécurité de faire respecter un confinement impopulaire pourrait les discréditer plus encore et alimenter le discours sur l'oppression dont usent les groupes en question pour recruter combattants et partisans (Fletcher et Rouget, 2020). Ainsi, au Niger, l'imposition du confinement et l'interdiction temporaire des prières collectives ont engendré de violentes protestations (Le Point, 2020). À longue échéance, la conjugaison de l'insécurité alimentaire à des perspectives économiques plus maussades pourrait provoquer une explosion sociale et politique dans toute cette fragile région.

78. Les incidences à long terme de la pandémie sur le développement économique et social sont innombrables. Si la fermeture des écoles est un moyen efficace de faire respecter la distanciation sociale au sein d'une communauté, sa prolongation risque de nuire à l'épanouissement du capital humain dans la région et, partant, de réduire les possibilités économiques à plus long terme (Banque mondiale, 2020). L'apprentissage de la distanciation est tout bonnement inconcevable dans la plus grande partie de ladite région. Dans les pays sahéliers, nombreux sont ceux qui n'ont pas accès à un ordinateur ou à des moyens de communication.



Sources: The State of Broadband Report 2016, ITU World Telecommunication Development Indicators.

PROJET de rapport présenté par Ahmet Berat Çonkar (Turquie) pour le Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient de l'AP-OTAN

Seuls 64 % de la population des pays du Sahel disposent d'une connexion mobile TIC, contre 71 % pour les pays de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble et 95 % dans le monde entier (Banque mondiale, 2017).

79. Les gouvernements africains reçoivent désormais une aide de nature financière ou autre de la part du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement ainsi qu'une assistance bilatérale pour amortir les retombées économiques de la pandémie (Gandhi et al., 2020). Par exemple, à la mi-avril, le FMI a approuvé l'octroi au Burkina Faso d'une aide d'urgence de 115,3 millions de dollars destinée à financer les secteurs de la santé et de la sécurité sociale, de même que diverses mesures de stabilisation macroéconomique, l'objectif étant de soutenir l'économie et de compenser les répercussions de la pandémie (FMI, 2020). En Afrique, des personnalités réclament désormais un allègement immédiat de la dette, allègement qui prendrait la forme d'un gel du remboursement par les pays africains vulnérables de leur dette extérieure pendant deux ans. L'argument sous-tendant cette proposition est qu'elle créerait l'espace fiscal dont les bénéficiaires ont besoin pour riposter à la pandémie (Okonjo-Iweala et al., 2020).

VI. CONCLUSIONS

80. Des années d'assistance militaire et financière n'ont pu éliminer les causes sous-jacentes des conflits dans le Sahel. L'action internationale menée dans ce sens s'est intensifiée, mais la situation se détériore. Un grand problème continue à se poser : le chevauchement des initiatives dont l'absence de coordination nuit à la lutte contre le terrorisme dans cette partie du monde. Il convient donc de mettre en place un cadre de coordination entre les différents acteurs internationaux opérant dans la région, de manière que les efforts consacrés au maintien de la paix portent leurs fruits.

81. Alors que la menace de l'extrémisme violent s'étend et que des civils perdent la vie dans des affrontements interethniques sans que des enquêtes soient menées ou que les coupables soient châtiés, les populations locales ont de plus en plus de mal à accepter la présence de forces étrangères ou à en percevoir l'utilité. Ainsi, au Mali, l'opération Barkhane et la MINUSMA font l'objet de critiques de plus en plus vives. L'action et le mandat de ces forces étrangères sont véritablement mal compris, problème qu'il conviendra de traiter par des améliorations sur le plan de l'ouverture à l'égard des acteurs sociaux et de leur prise en considération, ainsi que par des politiques mieux adaptées. Pourtant, aussi longtemps que la sécurité continuera à se dégrader, la présence des forces étrangères sera remise en question. Pour convaincre l'opinion publique, il faut aussi des résultats tangibles sur le terrain.

82. Le terrorisme et la migration demeurent les principales raisons de l'intervention européenne et internationale au Sahel. La conjonction de ces deux phénomènes distincts engendre une problématique qui s'explique par la complexité de leurs origines. Des solutions simplistes ne donneront aucun résultat et le recours à la force armée ne résoudra certainement pas les problèmes sous-jacents. La lutte contre le terrorisme dans la région requiert une position commune et une stratégie globale ; elle doit aussi se faire sans aucune distinction entre organisations terroristes. L'allocation de fonds et de ressources disproportionnés à la gestion des frontières et l'absence de solutions économiques de substitution pour les communautés touchées par la migration donnent à penser que le problème ne disparaîtra pas et qu'il pourrait même s'aggraver au cours des prochaines années. Certains reprochent par ailleurs à la politique migratoire de l'Union européenne au Sahel

de donner des résultats contraires à ceux qui étaient escomptés. Maintenir de force des migrants dans des pays de transit nuit à l'économie locale et accroît l'insécurité.

83. L'évolution actuelle de la situation au Sahel conforte certains observateurs, diplomates et spécialistes dans ce qu'ils avancent depuis quelque temps déjà : il ne sert pas à grand-chose de considérer les multiples facettes d'un conflit sous le signe exclusif du terrorisme et du contre-terrorisme.

84. À n'en pas douter, le terrorisme et l'extrémisme violent sont de gigantesques défis qu'il convient de relever, mais ils ne constituent pas les principales menaces qui pèsent sur les populations du Sahel. De fait, ne s'intéresser qu'à ces deux fléaux revient à négliger les contours des causes politiques de l'instabilité, telles que l'inexistence de l'autorité et de la légitimité de l'État, de la primauté du droit et de la sécurité des personnes. Par ailleurs, il ne faut pas omettre d'aider les pays du Sahel à construire des systèmes politiques démocratiques susceptibles de promouvoir et de permettre la participation et la représentation loyale de leurs citoyens respectifs. En se focalisant sur le terrorisme, les gouvernements sahéliens alimentent les pires craintes de leurs partenaires occidentaux, mais ils masquent aussi leurs propres échecs.

85. Même bien coordonnées, les réponses militaires et humanitaires ne peuvent se substituer à d'authentiques solutions politiques. Les gouvernements des États sahéliens doivent passer un nouveau contrat social avec leurs peuples. Ils doivent prouver à nouveau leur utilité en fournissant des services élémentaires adaptés à la diversité de la région et la communauté internationale doit leur accorder plus de ressources et plus d'énergie politique pour les aider à atteindre cet objectif. Focalisation et discipline sont nécessaires pour parvenir à l'objectif en question, mais il est essentiel que la société et les dirigeants y consentent.

86. Au Sahel, migration clandestine, criminalité organisée et terrorisme découlent d'une situation de forte interdépendance sur le plan de la sécurité, mais aussi de l'impuissance à mettre au point des parades collectives aux menaces qui pèsent sur l'ensemble de la région. Pour les migrants, les trafiquants et les groupes terroristes, la Libye représentait – et, dans une certaine mesure, représente encore – tout à la fois le point de départ et un tronçon de l'itinéraire à double sens reliant le Sahel à l'Europe. Aussi l'instabilité en Libye et les problèmes auxquels sont en butte les pays du Sahel ont-ils des répercussions négatives réciproques. Le retour de la stabilité en Libye contribuerait de façon significative à la lutte contre le terrorisme, au développement économique et au règlement de la question de la migration clandestine au Sahel et dans la partie méridionale du bassin méditerranéen. Il y aurait donc lieu de faciliter le lancement d'un processus intralibyen sans exclusive touchant au domaine politique et à la réconciliation, sur le modèle de l'Accord politique libyen de 2015 et de ses institutions [résolution 2259 (2015) et autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU]. Dans ce contexte, la Conférence de Berlin de janvier 2020 a marqué le franchissement d'une étape majeure. Par ailleurs, le Conseil de sécurité de l'ONU a, dans sa résolution 2510 (2020), fait siennes les conclusions rendues publiques de cette conférence. Cependant, il est regrettable qu'en dépit des résultats obtenus à Berlin, l'Armée nationale libyenne du maréchal Haftar ait multiplié les actes de violence contre le gouvernement d'entente nationale, reconnu par la communauté internationale.

87. Un cercle vicieux s'est créé dans la région entre faiblesse économique, sécurité et stabilité politique. En dépit d'une mauvaise gouvernance et d'une situation économique peu favorable, les mesures à prendre en faveur du développement économique ont un grand rôle à jouer dans la rupture de ce cercle vicieux. Il n'existe pas de solutions toutes simples aux problèmes du Sahel, mais il serait plus efficace de mettre en chantier des projets d'assistance économique et financière en prenant en compte les priorités locales ainsi que les besoins des pays concernés et leurs propres projets, plutôt que d'attendre d'eux qu'ils concrétisent directement des projets recommandés par des tierces parties. Car, au fond, l'Afrique appartient aux Africains.

PROJET

BIBLIOGRAPHIE

- Achik, Sabrina, Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité, octobre 2019, https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2019/NA_2019-10-11_FR_S-ACHIK.pdf
- ACLED, Political Violence Skyrockets in the Sahel, March 2019, <https://www.acleddata.com/2019/03/28/press-release-political-violence-skyrockets-in-the-sahel-according-to-latest-acled-data/>
- Al Jazeera Center for Studies, The Competition between al-Qaeda and the Islamic State in the Sahel and Sahara, January 2017, <http://studies.aljazeera.net/en/publications/2017/11/competition-al-qaeda-islamic-state-sahel-sahara-171120083151219.html>
- Antil, Alain, Sahel : soubassements d'un désastre, Politique étrangère 3, 2019, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/sahel_soubassements_dun_desastre.pdf
- AP-OTAN, Sécurité et stabilité en Afrique - défis et priorités pour l'OTAN, octobre 2019 <https://www.nato-pa.int/fr/document/2019-rapport-pc-securite-et-stabilite-en-afrique-defis-et-priorites-pour-lotan-144-pc-19-f>
- Bagayoko, Niagalé, Le multilatéralisme sécuritaire africain à l'épreuve de la crise sahélienne, juin 2019, https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport_Bagayoko_Multilateralisme_Securitaire_Africain.pdf
- Baldwin, Richard et Weder di Mauro, Beatrice, [Mitigating the COVID Economic Crisis: Act Fast and Do Whatever It Takes](#), CEPR Press, 2020.
- Cambon, Christian, comptes rendus de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Sénat, Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication, 18 avril 2018, <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20180416/etr.html>
- Clingendael Institute, Turning the Tide, February 2017 https://www.clingendael.org/pub/2017/turning_the_tide/1_the_transsaharan_migration_route/
- Clingendael Institute, Caught in the middle. A human rights and peace-building approach to migration governance in the Sahel, December 2018, https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-12/caught-in-the-middle_0.pdf
- Conflict Armament Research, Investigating Cross-border Weapon Transfer in the Sahel, November 2016, <https://www.conflictarm.com/reports/investigating-cross-border-weapon-transfers-in-the-sahel/>
- Conseil européen des relations étrangères, Migration through the Mediterranean: Mapping the EU response, https://www.ecfr.eu/specials/mapping_migration
- Conseil européen des relations étrangères, France's strongman strategy in the Sahel, mars 2019, https://www.ecfr.eu/article/commentary_frances_strongman_strategy_in_the_sahel
- Conseil européen des relations étrangères, Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel, mai 2019, https://www.ecfr.eu/mena/sahel_mapping
- Conseil européen des relations étrangères, Sacred struggles: How Islam shapes politics in Mali, novembre 2019, https://www.ecfr.eu/publications/summary/secular_stagnation_malis_relationship_religion
- Cour des comptes européenne, Strengthening the capacity of the internal security forces in Niger and Mali: only limited and slow progress, 2018, https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_15/SR_SAHEL_EN.pdf
- CSIS Briefs, Niger, A Bulwark against Further Instability in West Africa, July 2019, <https://www.csis.org/analysis/niger-bulwark-against-further-instability-west-africa>
- Davitti, Daria and Ursu, Anca-Elena, Human Rights Law Centre, University of Nottingham, Why Securitising the Sahel will Not Stop Migration, January 2018, https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-01/PB_Why_securing_Sahel_won%27t_stop_migration.pdf

- De Raincourt, Henri et Hélène Conway-Mouret, Sahel : repenser l'aide publique au développement, Rapport d'information, Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, Sénat, 29 juin 2016, <http://www.senat.fr/notice-rapport/2015/r15-728-notice.html>
- DeYoung, Karen, [World's 70 million displaced people face a coronavirus disaster, report says](#), The Washington Post, 30 mars 2020
- Deutsche Welle, US drone war expands to Niger, 23 November 2016, <https://www.dw.com/en/us-drone-war-expands-to-niger/a-36498052>
- Fletcher, Barnaby et Rouget, Vincent, [Sub-Saharan Africa: COVID-19 mitigation measures, Control Risks](#), 2 avril 2020.
- Fond pour la paix, Index 2018 des états fragiles, Washington, avril 2018, <http://fundforpeace.org/global/?p=569>.
- FEPS - *Fondation européenne d'études progressistes* - et IAI, *Governance and Security in the Sahel: Tackling Mobility, Demography and Climate Change*, April 2019, <https://www.iai.it/sites/default/files/9788833652054.pdf>
- Fondation pour la recherche stratégique, Cartographie des activités de l'Union européenne liées à la sécurité et à la défense en Méditerranée et dans le monde arabe, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, mai 2019, <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/publications/201921.pdf>
- Fondation pour la recherche stratégique, Union africaine / G5 sahel : Cherche cohérence désespérément, janvier 2019, <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/union-africaine-g5-sahel-cherche-coherence-desesperement-2019>
- FES (Fondation Friedrich Ebert), Coopération ou concurrence ? La sécurité en Afrique de l'Ouest entre CEDEAO et G5, décembre 2018, <http://library.fes.de/pdf-files/iez/15093.pdf>
- FMI (Fond monétaire international), rapport pays No. 19/240, juillet 2019, <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/CR/2019/French/1NERFA2019002.ashx>
- Foreign Policy, U.S. Officials Worry Looming Military Cuts in Africa Are 'About Politics', 28 January 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/01/28/us-officials-worry-military-cuts-africa-political-sahel/>
- Forum économique mondial, The Sahel is engulfed by violence. Climate change, food insecurity and extremists are largely to blame, janvier 2018, <https://www.weforum.org/agenda/2019/01/all-the-warning-signs-are-showing-in-the-sahel-we-must-act-now/>
- France 24, [Nigeria : face au coronavirus, Lagos et Abuja en confinement](#), 29 mars 2020.
- Frowd, Philippe M., Producing the 'transit' migration state: international security intervention in Niger, August 2019, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01436597.2019.1660633?scroll=top&needAccess=true>
- Gandhi, Dhruv, Schaeffer, Anna, et Madden, Payce, [Africa in the news: COVID-19 impacts African economies and daily lives; clashes in the Sahel, Brookings](#), 11 avril 2020.
- Goxho, Delina et., European Military Presence in the Sahel: in Search for Purpose, 6 February 2020, VoxEurope, <https://voxeurop.eu/en/2020/sahel-5124283>
- Guibert, Nathalie, Sahel: à quoi vont servir les renforts de Barkhane ? Le Monde, 2 février 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/02/sahel-a-quoi-vont-servir-les-renforts-de-barkhane_6028155_3212.html
- HCR (Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés) Flash Note, Maradi: a concerning new emergency situation on the Niger-Nigerian border; August 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/70725.pdf>
- HCR (Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés), Global Trends 2018, June 2019 <https://www.unhcr.org/statistics/unhcrstats/5d08d7ee7/unhcr-global-trends-2018.html>

- ISS (Institute for Security Studies), What exactly are foreign troops protecting in the Sahel?, April 2018, <https://issafrica.org/iss-today/what-exactly-are-foreign-troops-protecting-in-the-sahel>
- ISS (Institute for Security Studies), Comment stopper le déferlement de violences dans le Centre du Mali ?, April 2018, <https://issafrica.org/fr/iss-today/comment-stopper-le-deferlement-de-violences-dans-le-centre-du-mali>
- ISS (Institute for Security Studies), AU summit 31: What is the African Union's role in the Sahel?, June 2018, <https://issafrica.org/iss-today/au-summit-31-what-is-the-african-unions-role-in-the-sahel>
- International Alert, If Victims Become Perpetrators. Factors of Vulnerability and Resilience Against Violent Extremism in the Central Sahel, June 2018, https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel_ViolentExtremismVulnerabilityResilience_EN_2018.pdf
- ICG (Groupe de crise international), Drug Trafficking, Violence and Politics in Northern Mali, décembre 2018, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/267-narcotrafic-violence-et-politique-au-nord-du-mali>
- Kelly, Fergus, More than 50 terrorists killed in French commando operations in Mali, 10 January 2020, <https://thedefensepost.com/2020/01/10/mali-terrorists-killed-french-commando-operations-barkhane/>
- Kone, Daouda Bakary, [Covid-19: le «zéro cas» n'empêche pas le Mali de prendre la mesure de l'événement](#), 18 mars 2020.
- Kuwonu, Franck, [Africa Watch: 2020 is election season across Africa](#), Africa Renewal, Décembre 2019 – mars 2020.
- Lagneau, Laurent, La France et l'Allemagne vont lancer un « Partenariat pour la sécurité et la stabilité » au Sahel, Opex360, 26 août 2019, <http://www.opex360.com/2019/08/26/la-france-et-lallemagne-vont-lancer-un-partenariat-pour-la-securite-et-la-stabilite-au-sahel/>
- Lagneau, Laurent, Avec l'appui de Barkhane, la Force conjointe du G5 Sahel a repris ses opérations, dans le nord du Niger, Opex360, 18 octobre 2019, <http://www.opex360.com/2019/10/18/avec-lappui-de-barkhane-la-force-conjointe-du-g5-sahel-a-repris-ses-operations-dans-le-nord-du-niger/>
- Lagneau, Laurent, Mme Parly prévient : « Nous mettrons du temps à vaincre les groupes terroristes au Sahel », Opex360, 4 novembre 2019, <http://www.opex360.com/2019/11/04/mme-parly-previent-nous-mettrons-du-temps-a-vaincre-les-groupes-terroristes-au-sahel/>
- Laleix, Gaëlle, Sahel: cinq ans après sa création, Barkhane peine toujours à convaincre, RFI, 1^{er} août 2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190801-g5-sahel-afrique-barkhane-cinq-ans-france>
- La Libre, Koglweogo, miroir d'une faillite d'État, 2018, <https://dossiers.lalibre.be/koglweogo/index.php>
- Lawfare, U.S. Military Operational Activity in the Sahel, 25 January 2019, <https://www.lawfareblog.com/us-military-operational-activity-sahel>
- Leboeuf, Aline, La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaines, chinoise et russe, Etudes de l'IFRI, août 2019, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leboeuf_competition_strategique_afrique_2019_0.pdf
- Le Figaro, Au Sahel, l'opération Barkhane est bridée, faute d'alliés, 15 May 2019, <https://www.lefigaro.fr/international/au-sahel-l-operation-barkhane-est-bridgee-faute-d-allies-20190513>
- Le Monde, Contre-terrorisme : les limites du G5 Sahel, 2 septembre 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/09/02/contre-terrorisme-les-limites-du-g5-sahel_5505309_3210.html
- Le Monde, Au Sahel, la France veut éviter la contagion djihadiste en protégeant le verrou burkinabé, 3 octobre 2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/03/au-sahel-la-france-veut-eviter-la-contagion-djihadiste-en-protectant-le-verrou-burkinabe_6014077_3212.html

- Le Monde, Le Burkina Faso est devenu partie intégrante de la crise au Sahel, 5 novembre 2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel_6018055_3212.html
- Le Monde, Burkina Faso : au moins 38 personnes tuées dans une attaque « planifiée » contre un convoi minier, 7 novembre 2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/07/au-moins-37-morts-dans-l-attaque-d-un-convoi-minier-dans-l-est-du-burkina-faso_6018310_3212.html
- Le Monde, Retour sur la naissance d'un djihad paysans dans le centre du Mali, 6 novembre 2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/06/retour-sur-la-naissance-d-un-djihad-paysan-dans-le-centre-du-mali_6018230_3212.html
- Le Point, Angel Losada : « Au Sahel, le vide de l'État, c'est l'oxygène du terrorisme », 28 février 2019, https://www.lepoint.fr/afrique/angel-losada-au-sahel-le-vide-de-l-etat-c-est-l-oxygene-du-terrorisme-28-02-2019-2297106_3826.php#
- Le Point, [Niger : explosive veille de ramadan pour cause de Covid-19](#), 23 avril 2020.
- Le Quiniou, Romain, [The EU in Sahel: current challenges and perspectives of strategic readjustment](#), Wise Europa, 10 June 2019.
- Libération, L'État islamique au Grand Sahara, force montante des trois frontières, 12 décembre 2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/l-etat-islamique-au-grand-sahara-force-montante-des-trois-frontieres_1768935
- New York Times (The), Plan to Cut U.S. Troops in West Africa Draws Criticism From Europe, 14 January 2020, <https://www.nytimes.com/2020/01/14/world/africa/milley-troops-withdraw.html>
- Okonjo-Iweala, Ngozi, Coulibaly Sangafowa, Brahim; Thiam, Tidjane; Kaberuka Donald; Songwe, Vera, Masiyiwa, Strive; Mushikiwabo, Louise, et Duarte, Cristina, [Africa needs debt relief to fight COVID-19](#), Brookings, 9 avril 2020.
- Ongley, Karen and Abebe Aemro Selassie, [In It Together: Protecting the Health of Africa's People and their Economies](#), Blog du FMI, 25 mars 2020.
- ONU, Conseil de sécurité, communiqué : L'approche tout sécuritaire ne suffira pas à stabiliser le Sahel, estime le Conseiller spécial du Secrétaire général, 20 décembre 2018, <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13637.doc.htm>
- ONU, Département des affaires économiques et sociales, perspectives de la population mondiale <https://population.un.org/wpp/>
- OIM (Organisation internationale pour les migrations), Arrivées de migrants en Europe par la Méditerranée en 2019 : 34 226 ; décès en mer : 683, 19 juillet 2019, <https://www.iom.int/fr/news/arrivees-de-migrants-en-europe-par-la-mediterranee-en-2019-34-226-deces-en-mer-683>
- PAM (Programme alimentaire mondial), [Number of hungry people spikes in Central Sahel as COVID-19 looms](#), 2 avril 2020.
- Pew Research Center, Europe's Unauthorized Immigrant Population Peaks in 2016, Then Levels Off, 13 November 2019, <https://www.pewresearch.org/global/2019/11/13/europes-unauthorized-immigrant-population-peaks-in-2016-then-levels-off/>
- Relief Web, Sahel, Overview of Humanitarian Needs and Requirements, 2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sahel%20HNRO%202018.pdf>
- Sénat de la République française, compte rendu de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, 17 avril 2018, <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20180416/etr.html>
- SWP (Stiftung Wissenschaft und Politik), UN Peacekeeping in Mali, Time to Adjust Minusma's mandate, April 2019, <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2019C23/>
- Szuba, Jared, Africa offers US a competitive edge over Russia and China, Townsend says, The Defense Post, 31 January 2020, <https://thedefensepost.com/2020/01/31/us-africa-great-power-competition-townsend-africa/>

- The Guardian, Mercenaries flock to Libya raising fears of prolonged war, 24 December 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/dec/24/mercenaries-flock-to-libya-raising-fears-of-prolonged-war>
- Torres Saavedra, Laura, The demographic explosion in the Sahel region: its governance's new challenge, June 2019
http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2019/DIEEEO61_2019LAUTOR_demografi_a_ENG.pdf
- Tull, Denis M., UN Peacekeeping in Mali. Time to Adjust MINUSMA's Mandate, April 2018, https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2019C23_tll.pdf
- UE-OIM, initiative conjointe pour la protection et la réintégration des migrants, Sahel et Lac Tchad, <https://migrationjointinitiative.org/fr/countries/sahel-et-lac-tchad>
- USAID, Climate Change Risk Profile, West Africa Sahel, Avril 2017, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/West_Africa_CRP_Final.pdf
- Venturi, Bernardo, An EU Integrated Approach in the Sahel: the Role for Governance, Istituto Affari Internazionali, février 2019, <https://www.iai.it/sites/default/files/iaip1903.pdf>
- Wilen, Nina, Belgian Special Forces in the Sahel: A Minimal Footprint with Maximal Output?, Egmont Institute Africa Policy Brief, mai 2019, <http://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2019/05/apb26.pdf?type=pdf>
-